

LA LETTRE DE LA CHINE HORS LES MURS N° 32

SOMMAIRE

■ Editorial : Accords et désaccords géo-stratégiques , par Paul Clerc-Renaud	p. 1
■ Actualité : La visite du Président Macron en Chine , par S Dubois-Fontaine et JF di Méglia	p. 2
■ Secteur : La dermato-cosmétique , par Steven Conquy	p. 4
■ Entretien avec Paul Seabright : Bâtir la confiance avant les infrastructures	p. 6
■ Les groupes chinois mondialisés : Inspur, pionnier des villes intelligentes par le CFC	p. 7
■ Bilatéral : Corée du Sud - Chine, un mariage forcé ? par Daniel Mayran	p. 8
■ Statistiques : La croissance de la consommation chinoise , par Christophe Granier	p. 9
■ BRI Digest :	
BRI Etat des lieux : Extension géographique maximale ? par Christophe Granier	p. 10
BRI Etat des lieux : Commerce, contrats et investissements par Christophe Granier	p. 12
Actualité de la BRI , par Christophe Granier	p. 13
■ Nouvelles brèves de la mondialisation chinoise , par Christophe Granier	p. 14
■ Dernières nouvelles des relations franco-chinoises , par le Comité France Chine	p. 17

Editorial

Je signe...moi non plus!

Accords et désaccords géostratégiques

Tandis que le Président Trump, accaparé par le suivi sur Fox News des auditions pouvant mener à sa destitution et ses réunions électorales, délègue à des niveaux intermédiaires la représentation des Etats-Unis dans les fora mondiaux et l'imposition de ses solutions unilatérales voire la signature éventuelle du mini accord commercial sino américain tant attendu, le Président Xi Jinping « va au charbon » et parcourt le monde pour tisser la toile des guangxi de la Chine en jouant à fond la carte multilatérale.

S'en sont suivies, ces dernières semaines, de grandes manœuvres et une série d'accords et de ruptures qui modifient peu à peu la tectonique géopolitique et l'architecture de la gouvernance mondiale mise à mal par l'asphyxie progressive par les Etats-Unis de l'ONU et des organismes qui en dépendent du fait du non-paiement des contributions dues par le pays ainsi que par l'enlèvement de l'OMC du fait du blocage par les Etats-Unis des nominations des membres de l'organe d'appel du tribunal d'arbitrage qui n'aura plus le nombre de juges nécessaire pour accomplir sa tâche dès le 11 décembre. Le retrait des Etats-Unis des accords de Paris sur le climat et les incertitudes quant à l'avenir de l'OTAN complètent le tableau. Le rapport remis au Congrès américain par la China US Economic and Security Commission en novembre (1) dresse la liste des dangers et défis que présentent l'expansionnisme et la concurrence chinois et recommande une série de barrières législatives et autres de nature protectionniste.

La seule exception à cet unilatéralisme est l'annonce le 7 novembre (jour du retrait officiel de la COP21) lors du Forum Indopacifique à Bangkok de l'initiative conjointe américano-nippo-australienne Blue Dot visant à labeliser la qualité des projets d'infrastructure indopacifiques, bien faible réponse du berger à la bergère à la suite de l'émergence sur la scène mondiale de l'initiative chinoise BRI (qui va être soumise le 19 Décembre à Marseille à la sagacité des CCE). Le conseiller américain à la sécurité nationale Robert O'Brien décrit ce projet Point Bleu comme le « guide Michelin des investissements d'infrastructure » sans toutefois annoncer les tables concernées pas plus que leurs menus ou leurs montants.

Alors que nos amis américains empruntent sans vergogne la propriété intellectuelle de la famille Michelin, La Chine signe ce même 7 novembre à l'occasion de la visite du Président Macron l'accord bilatéral avec l'Union Européenne sur les Indications d'Origines Géographiques Protégées (voir ci-dessous l'article de S. Dubois Fontaine et J.F. di Méglia).

Lors de la même visite, l'engagement est pris de finaliser en 2020 la négociation sur l'accord d'investissement sino-européen.

Trois jours plus tôt, à Bangkok, à l'occasion du sommet de l'ASEAN, un accord de principe était annoncé par les membres de l'association et leurs 5 partenaires (Chine, Australie, Nouvelle Zélande, Corée et Japon) en vue de la signature en 2020 de l'accord de libre-échange RCEP (Regional Comprehensive Economic Partnership), L'Inde ayant décidé de ne pas en

faire partie pour l'instant par crainte d'un afflux de marchandises chinoises, le RCEP regroupe "seulement" la moitié de la population, 40% du commerce et 35% du PNB mondiaux. Belle victoire pour la Chine qui considère cet accord comme l'avatar du T.P.P transpacifique dont elle était exclue, torpillé par le Président Trump dès son arrivée à la Maison Blanche.

Une semaine plus tard, lors du sommet des BRICS à Brasilia, Xi Jinping dresse un bilan flatteur du groupement et de son bras financier la New Development Bank – notée AAA – qui a financé 46 projets pour un montant de 12.8mdUSD et levé 6mdCNY d'obligations en Chine.

A cette occasion, il annonce avec Vladimir Poutine, pour célébrer 70 ans de relations diplomatiques, un partenariat stratégique global de coopération pour la nouvelle ère que tous deux souhaitent multilatérale et antiprotectionniste. Il soutient chaleureusement la proposition russe d'organiser le sommet BRICS 2020 ainsi que celui de l'Organisation de Coopération de Shanghai (SCO), et en profite pour rappeler les propositions chinoises de réforme de l'OMC et la nécessité d'aligner les objectifs de l'Union Economique Eurasiatique avec ceux de la BRI.

Dans le même temps, le Sud Pacifique est l'objet d'une âpre partie de go entre la Chine, Taiwan, les Etats-Unis et l'Australie.

Depuis quelques mois, les archipels de Kiribati puis des îles Salomon ont cédé aux sirènes chinoises et rompu leurs relations diplomatiques avec Taiwan. Les Salomon ont concédé un bail de location à une entreprise chinoise pour l'île entière de Tulagi. La Chine a également financé le redéveloppement du port de Luganville au Vanuatu et des rumeurs font état d'un projet de base militaire et spatiale chinoise dans ce pays. La Chine offre également un programme d'aide agricole aux Samoa et l'ensemble de ses largesses dans la région est estimé à 6mds USD, ce qui a poussé le Lowy Institute à sonner l'alerte au piège de la dette.

De leur côté, Pulau, Nauru, les îles Marshall et Tuvalu ont formé un groupement pro-Taiwan, et Tuvalu a rejeté une offre chinoise de financer la construction d'îles artificielles pour pallier la montée des eaux due au changement climatique.

Les vastes zones océaniques d'intérêt économique exclusif de ces pays insulaires et les abondantes ressources qu'elles contiennent ainsi que leur intérêt stratégique pour le contrôle du Pacifique ont provoqué une réaction immédiate de l'Australie qui vient d'annoncer de son côté un fonds d'infrastructure de 2mds USD pour la région et l'ouverture de nouvelles missions diplomatiques aux îles Cook, en Polynésie, aux îles Marshall, à Niue et à Palau. Avec le Japon et les Etats-Unis, elle a promis à la Papouasie Nouvelle Guinée d'amener l'électricité à 70% de ses habitants d'ici 2030 contre 13% à ce jour. Une aide militaire et navale est apportée à ce pays et à Fidji, et Vanuatu a été prévenue qu'une base chinoise était hors de question. Les majorités prochinoises des parlements de Kiribati et des îles Salomon sont depuis menacées et ces dernières ont dû renoncer au projet de location de Tulagi.

Les aléas de la politique locale semblent favoriser le retour du clan prochinois Rajapaksa au Sri Lanka alors que la Jamaïque a annoncé, sur pressions américaines, l'arrêt de sa politique d'emprunts à la Chine et que le Vietnam – soutenu par Washington – laisse entendre qu'il serait prêt à demander l'arbitrage des Nations Unies au titre de l'United Nations Convention on the Law of the Sea (UNCLOS) pour mettre un frein à l'expansionnisme chinois en mer de Chine du Sud.

La Chine ne néglige pas l'affirmation de son soft power, comme l'atteste l'organisation à Bengbu le 19 novembre de la sixième édition du Taihu World Cultural Forum rassemblant de nombreuses personnalités et anciens chefs d'Etat du monde entier autour du thème cher à Xi Jinping : « Dialogues between Civilizations : Building a Community of a Shared Future for Mankind »

Une chose est certaine : quelle que soit l'issue des négociations sino-américaines, les tenants d'une gouvernance mondiale multilatérale auront fort à faire pour juguler les pulsions nationalistes et mercantilistes de certains acteurs majeurs. La science noétique trumpienne et la lecture des feuilles de thé le long des routes de la soie occuperont pour longtemps les groupes de réflexion et les débats des colloques, marseillais et autres.

Paul Clerc-Renaud, CCE Hong Kong

(1) (<https://www.uscc.gov/sites/default/files/201911/2019%20Annual%20Report%20to%20Congress.pdf>)

Actualité

La deuxième visite du Président Macron en Chine

Vers une nouvelle impulsion européenne ?

Le Président Macron a tenu son engagement : il est revenu en Chine pour la deuxième fois, à la fin de sa deuxième année de mandat, conformément à ce qu'il avait annoncé lors de son voyage précédent, dont vingt mois nous séparent déjà. Entre temps, une parfaite réciprocité a été appliquée puisque le Président chinois avait inclus Paris dans son voyage européen de mars 2019, à mi-distance pratiquement des deux visites françaises.

Le président Macron était naturellement accompagné de son ministre des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, mais également de quatre ministres illustrant les priorités de sa visite : économique (Bruno Le Maire), climat et biodiversité (Elisabeth Borne), agroalimentaire (Didier Guillaume), culture (Franck Riester). En effet, cette visite a été marquée par une dominante économique et culturelle forte au-delà des points de passage obligatoires de tels déplacements, comme les rencontres officielles et les séances de signatures de nouveaux contrats.

La délégation économique du Président était composée de 48 chefs d'entreprise, parmi lesquels 30% d'entreprises du CAC40 et 70% de PME, avec une forte présence sectorielle (40%) du domaine agroalimentaire, mais aussi ceux des transports, de l'industrie et des services.

Dans le cadre de la situation géopolitique actuelle et de l'importance pour la partie chinoise du marché européen, où la France joue un rôle particulièrement moteur dans son développement et sa pérennité, la Chine a été particulièrement attentive à accéder à un certain nombre de demandes protocolaires françaises. Les observateurs chinois que nous avons rencontrés et qui ont été directement liés à l'organisation de l'Exposition Internationale d'Importation de Chine (plus connue sous son sigle anglais de CIIE), ont noté le souci français d'être traité avec les égards qui se doivent en tant qu'invité d'honneur et au vu de l'absence d'autres chefs d'Etat pendant l'Expo de Shanghai. La durée du voyage d'Etat du Président Macron a été égale à celle du Président Xi. D'ailleurs les médias chinois ont consacré une couverture plus considérable que d'habitude aux discours du Président Macron, de même qu'à l'ensemble de sa visite.



Un certain nombre d'innovations marquantes ont jalonné le parcours présidentiel en Chine, qui vont dans le sens d'un changement de tonalité. Ainsi, la visite d'Etat a pris également une dimension européenne à plusieurs reprises :

Conférence de presse à Pékin le 6 novembre (AFP)

- 1) l'adjonction à sa délégation officielle du commissaire européen Phil Hogan et de la ministre allemande de l'Education et de la Recherche, Anja Karliczek, a confirmé le souhait du Président français de « faire équipe » avec d'autres Européens et surtout de faire accepter par la Chine la réalité d'une position de plus en plus commune entre les grands membres de l'Union.
- 2) une rencontre du Chef de l'Etat avec des entreprises françaises et allemandes le 4 novembre au soir, en présence du commissaire européen et de la ministre allemande a été organisée.
- 3) la signature de l'accord tant attendu et négocié entre la Chine et l'Europe sur les indications géographiques protégées (IGP), 100 chinoises et 100 européennes, qui certifient l'origine des produits européens entrant en Chine a été insérée dans le cadre des rencontres bilatérales franco-chinoises au Grand Hall du Peuple le 6 novembre.
- 4) l'annonce d'un agenda ambitieux de négociation d'un traité Europe-Chine sur la protection des investissements transfrontaliers préfigure une possible signature lors du sommet UE-Chine de 2020 en Allemagne garantissant réciproquement la sécurité et la liberté des flux d'investissements croisés européens et chinois. Ce traité présenterait les deux faces d'une transparence mutuelle mais aussi d'une définition, évoquée par le Président Macron, d'un périmètre « protégé » en matière de propriété intellectuelle.

Ce besoin d'Europe s'inscrivait comme une déclinaison business dans la continuité de la rencontre politique organisée par l'Elysée en mars dernier entre le Président français, Xi Jinping, le Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, et la Chancelière allemande Angela Merkel. Cette géométrie européenne marquera sans aucun doute la suite de la relation bilatérale franco-chinoise, ce que le Président français a souligné à plusieurs reprises dans ses différents discours. Ce, d'autant plus que les pays d'Europe du sud ou de l'est, appartenant au groupe désormais nommé « 17+1 » depuis l'entrée de la Grèce dans cet ensemble, restent actuellement très désireux de participer aux projets de la « Nouvelle route de la soie ».

La visite présidentielle s'est achevée sur la signature de contrats. Si la partie chinoise a insisté sur un chiffre précis de contrats signés (15 mds EUR), la communication française a souligné les « vraies » avancées concrètes (en matière d'environnement en particulier, que ce soit à travers des projets concrets ou de l'implication de la France dans la conférence « COP15 sur la biodiversité », qui aura lieu à Kunming en 2020) et n'a pas insisté sur des contrats futurs, inclus dans des protocoles existants ou à venir, comme celui qui concerne le retraitement des déchets nucléaires avec Orano, soumis à des aléas risquant d'en reporter quelque temps la matérialisation. Néanmoins il est intéressant de noter que 40 accords ont été signés, dont 16 régaliens et 8 commerciaux devant les Présidents français et chinois et 8 autres devant Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances français et Zhong Shan, ministre du Commerce chinois.

Globalement, ces accords prédominent dans les secteurs de l'agro-alimentaire, de l'environnement, de l'énergie, et dans le secteur aérospatial.

L'objectif de cette deuxième visite présidentielle était certes de renforcer les liens entre les deux pays sur le plan économique et culturel, avec l'inauguration du centre Pompidou à Shanghai, mais surtout dans le cadre de sa participation à la CIIE, de prendre la Chine à son propre mot en marquant l'importance que la France accorde à la réalité de l'ouverture économique de la Chine, tel que l'affirme régulièrement le Président Xi dans ses discours.

Pour ce faire, parler vrai et être pragmatique alors que la Chine donne des signes assez forts de son besoin de parler à la France, contribue à un meilleur dialogue, d'autant plus important que le contexte devient de plus en plus complexe du fait de l'allongement des délais de résolution de la « guerre commerciale » sino-américaine et de ses conséquences.

Sybille Dubois-Fontaine Turner, Comité France Chine, CCE Paris
et Jean-François di Méglia, Asia Centre, PEA CCE Paris

Secteur

La dermo-cosmétique : un segment en plein essor

La dermo-cosmétique concerne principalement le soin de la peau et du cheveu. Les produits dermo-cosmétiques sont conçus, développés et fabriqués avec une rigueur pharmaceutique et leur efficacité, sécurité et innocuité prouvés par des tests cliniques.

L'application des produits est topique, et, dans la plupart des cas, ces produits ont un statut cosmétique ne nécessitant pas obligatoirement de prescription, contrairement aux produits dermatologiques.

Les produits dermo-cosmétiques sont distribués dans des circuits privilégiant le conseil. Selon les réglementations et les pratiques de marché locales, il s'agit principalement des pharmacies, parapharmacies, drugstores, hôpitaux, cliniques et cabinets médicaux, ainsi que les thermes et spas médicaux. Sur certains marchés, dont l'Asie-Pacifique, les circuits cosmétiques tels que les grands magasins et la parfumerie sont aussi empruntés. L'on-line s'est généralisé à la fois pour la recherche, le conseil et la vente.

Les patients utilisent les produits de dermo-cosmétique en complément de traitements de pathologie de la peau et du cheveu, pour répondre à des attentes spécifiques. C'est aussi le choix privilégié des consommateurs à la peau sensible ou fragile pour leurs besoins cosmétiques quotidiens.

Une ascension récente et rapide

Historiquement, les prémices de la dermo-cosmétique se situent en Europe, dans les spas et centres thermaux dont certaines eaux permettent une action curative sur la peau. La dermo-cosmétique moderne est créée seulement au XXème siècle en France et se développe rapidement en Europe puis au niveau mondial. Elle ne fera son entrée en Chine que durant les années 90 au travers de groupes pharmaceutiques et cosmétiques étrangers.

En Chine, le marché cosmétique au sens large n'a connu un vrai essor qu'à partir des années 80 pour devenir le 2e marché mondial avec une valeur estimée à plus de 45 mds EUR (prix public HT) en 2018 et plus de 6 500 marques commercialisées.

La valeur du marché strict de la dermo-cosmétique en Chine est estimée à plus de 2mds EUR (prix public HT) en 2018 avec une croissance à double chiffre et se situe au 5e rang mondial. Ce marché est concentré dans les villes dites Tier 1 & Tier 2. Le soin représente plus de 70% de la demande.

100 à 150 marques commercialisent des produits se revendiquant dermo-cosmétiques et les marques étrangères figurent de manière dominante parmi les marques préférées des chinois dans cette catégorie (Eau Thermale Avène, Vichy, La Roche Posay, Bioderma, Uriage, Cetaphil et Caudalie, aux côtés des marques chinoises **Winona, Home Facial Pro, Collgene, Binsis**, etc).

La croissance rapide de certaines marques chinoises les pousse à tenter d'établir leur crédibilité en participant à des congrès d'envergure tels le World Congress of Dermatology. En revanche, en termes de panels de vente, leur présence hors de Chine continentale reste à ce jour confidentielle. Le positionnement de ces marques est diversifié, certaines comme Winona visant le segment Avène ou La Roche Posay tandis que d'autres persistent dans le marché de masse, représenté dans les marques internationales par des noms comme Cetaphil. La montée en gamme de l'influence chinoise par les réseaux sociaux et le tourisme ouvre des perspectives à terme au développement de ces marques.

De plus en plus sophistiquée, la patiente/consommatrice chinoise suit des rituels quotidiens complets soins, cuir chevelu et cheveux.

Rituel Soins	Cuir chevelu/ Cheveux
<i>Nettoyant</i>	<i>Pré-shampooing purifiant</i>
<i>Tonifiant</i>	<i>Shampooing</i>
<i>Essence</i>	<i>Après-shampooing baume</i>
<i>Sérum</i>	<i>Masque de traitement</i>
<i>Contour yeux</i>	<i>Sérum sans rinçage</i>
<i>Masque</i>	
<i>Crème</i>	
<i>Protection solaire</i>	

L'application quotidienne de 5 à 7 produits est répandue même si la jeune génération suit des rituels plus courts (3 à 5 produits). La patiente/consommatrice chinoise recherche la sécurité, l'efficacité prouvée, des ingrédients naturels et des formules répondant à ses attentes, tant sur le plan de la fonctionnalité que sur celui des textures qui doivent être adaptées aux rituels et permettre le "layering".

Pour influencer et recruter la clientèle, les marques dermo-cosmétiques médicalisent leur positionnement au travers d'actions on-line et off-line et dans le respect de la réglementation chinoise. Le récent congrès national de dermatologie

de Xiamen, fréquenté par plus de 10 000 dermatologues et professionnels de la santé a souligné à nouveau le lien entre dermo-cosmétique et dermatologie. Plus de 100 marques étaient présentes avec des stands, distribution d'échantillons et pour certaines d'entre elles la tenue de symposia.

Un marché loin d'avoir atteint son apex

De nombreux professionnels de la santé reconnaissent la complémentarité de l'apport dermo-cosmétique pour le traitement des principales pathologies (peau, cuir chevelu et cheveux) mais également pour le confort et l'efficacité que procurent ces produits au quotidien.

Le tableau ci-dessous reprend l'offre dermo-cosmétique en Chine :

Principales pathologies	Offre peaux sensibles dermo-cosmétique		Principaux segments cosmétiques	Formes galéniques
	En complément	En 1 ^{ère} intention		
Acné	√	√	Peaux grasses à imperfection	Produits d'hygiène rincés type gel. Sérum et émulsions légères et oil-free.
Hyperpigmentation	√	√	Blanchissants / Antitaches	Disponible sous différentes formes, en général légères : lotions, sérums, émulsions.
Atopie	√	√	Emollients Peaux sèches Hydratation	Produits d'hygiène riches et nourrissants. Emulsions riches de type crème et baumes.
Cicatrisation	√	√	Réparation cutanée	Emulsions eau dans huile (riches) permettant une application facile et sans douleur.
Photo-vieillessement	√	√	Protection solaire	Emulsions plus ou moins riches en fonction du type de peau.
Alopécie	√	√	Fortifiants capillaires Antichute	Shampooings stimulants et sérums
Dermatite séborrhéique	√	√	Etats pelliculaires	Shampooings
Vieillessement cutané	√	√	Anti-âge	Disponibles sous différentes formes, en général riches : sérums, crèmes.
Rosacée	√	√	Anti-rougeurs	Emulsions en général fluides et rafraîchissantes.

Comme dans toute industrie en Chine, les acteurs de la dermo-cosmétique s'appuient aussi sur les réseaux sociaux. WeChat compte plus de 1 milliard d'utilisateurs par mois et Weibo plus de 300 millions. 90% des consommateurs chinois de soin de la peau et/ou produits capillaires effectuent des recherches digitales. Ils se réfèrent aux opinions des experts, des célébrités, et d'autres consommateurs, au travers d'échanges sur le net, de lecture de blogs et microblogs, de connexion à divers streaming pertinents, de consultations médicales en ligne etc....

Par ailleurs, la commercialisation des produits dermo-cosmétiques, réalisée initialement en pharmacies, s'est progressivement étendue à d'autres circuits off-line, principalement grands magasins et drugstores. Depuis plusieurs années, le commerce en ligne (TMall, Vip, XiaoHongXu etc) prend cependant une part croissante des ventes et pourrait dépasser le seuil des 50% dès 2020.

L'augmentation du pouvoir d'achat permet à une part grandissante de la population d'avoir accès à des produits de soins



et capillaire ciblés : un besoin croissant dû au style de vie, à la pollution et au changement climatique ; un accès à l'information (820 millions d'internautes) ; une pénétration commerciale accrue grâce à l'e-commerce ; et un appui continu des professionnels de la santé.

Toutefois des points d'attention demeurent, avec tout d'abord une réglementation de plus en plus contraignante et qui interdit dorénavant toute allégation médicale liée à des produits à statut réglementaire cosmétique. A cela s'ajoute un manque d'homogénéité parmi les opérateurs dont un certain nombre se revendiquent de la dermo-cosmétique sans en avoir la rigueur.

Steven Conquy, CCE Hong Kong

Le Congrès de Dermatologie de Xiamen le 9 novembre 2019
(Cliché de l'auteur)

Entretien

Bâtir la confiance avant les infrastructures

L'initiative BRI dans une perspective historique à long terme

Entretien avec le Pr. Paul Seabright, Toulouse School of Economics,
Institute for Advance Study in Toulouse

Le 18 octobre 2019, le Professeur Paul Seabright, invité à Hong Kong par Asia Society à venir prononcer une conférence sur la BRI, a aimablement accepté de partager ses vues lors d'un dîner avec les CCE et la communauté HEC de Hong Kong. Il a également accepté d'intervenir lors de la séance d'ouverture du forum BRI le 19 décembre à Marseille.

○

La lettre de la Chine hors les murs : Comment résumeriez-vous ce qu'est la BRI ?

Professeur Seabright : C'est un réseau d'accords entre la Chine, plus d'une centaine de pays et une trentaine d'organisations internationales, qui projette des investissements d'infrastructure sur les années à venir. La partie « Belt » (Ceinture) représente le réseau terrestre, et la partie « Road » (Route) représente le réseau maritime, tous les deux liant la Chine à ses voisins vers l'ouest et vers le sud. Puisqu'il s'agit d'accords sur l'investissement, il est davantage question pour l'instant de promesses, d'ambitions et d'intentions que de résultats, même si certaines constructions (la ville de Forest City en Malaisie par exemple) font preuve d'une rapidité de conception et d'exécution remarquables. Il est même très difficile de savoir l'ordre de grandeur des flux d'investissement à prévoir, car tout dépend de la confiance qui se développera entre la Chine et ses partenaires.

LCHM : Quelle est la base historique récente de ce projet ?

PS : Pendant de nombreuses années, la Chine a connu un taux extrêmement élevé d'épargne, parmi les plus élevés au monde. La BRI pourrait être une conséquence naturelle de cet excès d'épargne à recycler, en considération des taux de rendement décroissants auxquels cette épargne pouvait s'investir sur le plan domestique. Cela a un sens évident pour la Chine, et un potentiel énorme pour ses partenaires. Mais il leur faudra en faire le bilan en détail et avec soin : il peut y avoir des conséquences pour l'endettement, pour l'impact environnemental, et pour leur dépendance économique et politique vis-à-vis de la Chine.

LCHM : Mais comment mesurer cette dépendance existante ou future de ces pays à l'égard de la Chine ?

PS : Des indices comme l'endettement existent en théorie mais ils ne sont pas faciles à interpréter. Le grand économiste Keynes disait que si vous devez mille livres à votre banquier vous êtes à sa merci, mais si vous lui devez un million vous l'avez à votre merci. Ces chiffres historiques très bas nous font sourire maintenant mais le principe reste valable : l'endettement d'un emprunteur face à un créancier mesure l'ampleur de l'enjeu pour le projet, mais ne nous dit pas forcément lequel des deux a le plus à craindre si le projet échoue. Une dette ingérable est potentiellement une menace, pour le créancier comme pour l'emprunteur.

LCHM : Une telle situation peut-elle perdurer ?

PS : De fait, on constate depuis 2015 une baisse prononcée des projets d'ingénierie chinois à l'étranger. En outre, plusieurs études montrent que les projets chinois d'infrastructure ont souvent un coût élevé, sont souvent réalisés avec retard et que nombre d'entre eux présentent un ratio coût / bénéfice inférieur à 1. Ce n'est pas en soi une catastrophe car ce sont des problèmes connus pour les projets infrastructurels dans le monde entier. Mais cela montre que la BRI n'est pas une potion magique qui va résoudre pour la Chine le défi de trouver des investissements économiquement productifs et socialement désirables. La Chine a un problème de sous-productivité de son capital. La dette chinoise croissant à un rythme aussi rapide que celle de beaucoup des pays partenaires dans la BRI, on peut donc se demander, s'il y a un problème, pour qui est-il le plus aigu ?

LCHM : Ces « routes de la soie » sont-elles gravées dans la tradition chinoise ?

PS : Sans aucun doute. Le navigateur Zheng He a conduit au XIVe siècle en direction du sud puis de l'ouest des escadres de navires réputés être les plus grands au monde. L'empereur lui enjoignit d'arrêter ces expéditions après son sixième voyage mais il en réalisa encore un autre. On peut considérer que les projets chinois actuels d'aménagement, que ce soit en Malaisie, au Pakistan ou jusqu'en Europe, sont un écho de cette ancienne politique commerciale à but d'influence.

LCHM : Venons-en au futur et au trading d'influence qui semble être l'objectif réel du projet BRI. Le soft-power chinois a-t-il réellement un avenir ?

PS : Il faut examiner plusieurs sujets qui ne sont pas forcément corollaires mais qui peuvent se confondre dans un tout :

- Les approvisionnements énergétiques (80% des importations chinoises de pétrole brut passent actuellement par le détroit de Malacca).

- Le réchauffement climatique, qui génère un besoin d'espace vital sécurisé le long des côtes submersibles. Qui va construire les infrastructures capables de répondre à la montée des océans ? Les Etats-Unis ayant abandonné, pour l'instant au moins, le leadership international sur le réchauffement climatique, il faudra espérer que la Chine sera capable de concevoir ce programme dans le cadre d'une vision globale.
- Le concept de « ville intelligente », qui peut devenir intrusif au regard des libertés individuelles mais qui répondra aussi aux défis sécuritaires du siècle à venir,
- Des alliances bilatérales, nécessaires dans un monde nouvellement multipolaire.

La Chine va avoir les moyens de sa sécurité maritime sur un périmètre mondial. Elle participe au réchauffement climatique mais également – au moins en partie – à ses possibles solutions technologiques. La commercialisation de systèmes de villes intelligentes lui permettra peut-être d'imposer une partie de son mode de vie centralisé, mais elle aura toujours besoin par ailleurs d'accords diplomatiques ou stratégiques pour tisser une toile réellement solide.

LCHM : Mais la prévision est un art difficile, surtout quand elle concerne l'avenir... disait le regretté président Edgar Faure.

PS : Exactement. Il est très difficile de prévoir l'issue de négociations sur une dette compromise, et de savoir qui, du débiteur ou du créateur, peut prendre l'avantage. La diplomatie de la canonnière est un peu dépassée (c'est le fameux « English understatement ».) Les états souverains contrôlent leurs frontières, et il est impossible de déménager des infrastructures installées et non-payées. Si les pays emprunteurs ne sont plus capables de rembourser leurs dettes, il faudra prévoir des négociations dont l'issue est à ce jour impossible à prévoir.



Les groupes chinois mondialisés

INSPUR, coordinateur de services pour les villes intelligentes

Inspur est un fournisseur majeur de solutions pour des centres de données notamment dans le domaine de l'*Intelligent Computing*. Il se classe parmi les trois premiers fabricants mondiaux de serveurs avec des solutions étendues dans le domaine de l'Intelligence Artificielle. Inspur fournit aux clients des infrastructures informatiques particulièrement efficaces en termes de consommation d'énergie.



Origine et création

Fondé dès 1945 à Jinan, dans le Shandong, Inspur est l'un des principaux fournisseurs de solutions et services informatiques complets. Sun Pishu est le dirigeant-fondateur. Le groupe emploie désormais environ 26 300 personnes dans le monde entier. Au premier trimestre 2017, Inspur était le 5e fournisseur mondial de serveurs en unités, un rang conquis après plusieurs années de croissance régulière de ses ventes. Le groupe a récemment été dopé par la volonté du gouvernement chinois de pousser ses champions nationaux au détriment des grands fournisseurs occidentaux de technologies de l'information.

Inspur s'est notamment fait connaître par ses systèmes HPC et par ses grands systèmes Unix (dont le gouvernement chinois a préconisé l'usage face à ceux d'IBM). Récemment, le groupe a noué des alliances avec IBM, Cisco et VMware afin de doper son portefeuille. Il a aussi investi dans les logiciels. Inspur propose par exemple sa propre plateforme cloud basée sur OpenStack (ensemble de logiciels).

Fort potentiel de développement face au concurrent Huawei

La force principale d'Inspur réside pour l'instant dans sa très riche offre de serveurs. Mais le groupe n'a pas aujourd'hui l'empreinte de Huawei. Ainsi, il n'a pas vraiment d'offre réseau ou stockage crédible en propre. Inspur n'a pas non plus la présence géographique de Huawei. Présent aux Etats-Unis, en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie, il n'a commencé que récemment à se déployer en Europe et ne dispose pour l'instant que de bureaux au Royaume-Uni, en Allemagne et en Roumanie, alors que son concurrent est aujourd'hui présent dans la plupart des grands pays du continent européen. L'année 2018 a vu Inspur atteindre la 3e place mondiale dans la livraison de serveurs, derrière les Américains Dell et HP, mais devant ses compatriotes Huawei, Lenovo et ZTE.

Fournisseur de serveurs pour les centres de données d'Alibaba et de Baidu

Leader des solutions d'informatique en nuage et de *Big Data*, Inspur fournit des serveurs pour les centres de données d'Alibaba et de Baidu dans le monde entier. Classé par Gartner parmi les cinq meilleurs fabricants de serveurs dans le monde et numéro un en Chine, le groupe offre à ses clients mondiaux des solutions de serveurs et de stockage pour les

centres de données qui sont d'une qualité et d'une performance de niveau 1, d'une grande efficacité énergétique, rentables et construits spécifiquement pour des charges de travail et des environnements de centres de données.

Rayonnement international

Inspur est donc un géant en Chine qui n'a commencé que récemment à se projeter à l'international. Du 17 au 22 novembre 2019, au cours du *Super Computing Conference* à Denver, le groupe chinois a pu présenter une nouvelle technologie de haute performance développée en partenariat avec le géant américain Intel. Cette conférence internationale sur les ordinateurs haute performance est organisée chaque année depuis 1988 aux Etats-Unis et constitue un forum annuel incontournable pour tous les acteurs de la communauté informatique.

Comité France Chine

Bilatéral

Corée du Sud – Chine : un mariage forcé ?

Les relations entre la Chine et la Corée sont complexes. La Corée est historiquement le pays le plus proche de la Chine et a fait partie du système tributaire chinois, tout en gardant son autonomie en politique intérieure. L'héritage culturel est également très important (caractères chinois, confucianisme, bouddhisme, administration...). Cependant, la guerre de Corée a vu la République de Corée (Corée du Sud) et la République Populaire de Chine s'affronter directement, et ce conflit a brouillé les relations entre les deux pays pendant des décennies, les relations diplomatiques n'ayant été rétablies qu'en 1992. Toutefois, avec la chute du bloc soviétique et la libéralisation de la Chine, les relations se sont considérablement améliorées entre les deux pays au cours des dernières décennies.

Commercialement, la relation Chine-Corée du Sud est l'une des plus importantes à l'échelle mondiale. Produisant de nombreux produits électroniques ou à forte valeur ajoutée pour de multiples marchés internationaux, la Corée a besoin de nombreux produits intermédiaires en provenance de l'étranger et en grande majorité de fournisseurs chinois. Composants électriques, pièces détachées et autres équipements industriels sont autant de produits essentiels pour l'économie coréenne importés en grande quantité de Chine. La Chine joue donc un rôle considérable en amont de la chaîne de valeur de l'industrie coréenne. Cette relation gagnant-gagnant est cependant de plus en plus remise en cause. Pour la Corée, la dépendance vis-à-vis de la Chine représente en effet également un risque, ce qui explique l'attrait grandissant pour les industriels coréens de partenaires dans d'autres pays, notamment en Asie du Sud-Est. En outre, la Corée et la Chine sont déjà rivaux dans un certain nombre d'industries lourdes comme la construction navale ou la pétrochimie, et avec le développement économique et technologique de la Chine, la Corée craint que l'avantage compétitif dont jouit le pays du matin calme soit remis en question et que les industriels chinois leur volent des parts de marché sur les secteurs à haute technologie (micro-processeurs, télécommunications, électronique grand public...).

Culturellement, les échanges sont également très importants. Alors qu'historiquement la Corée a été beaucoup influencée par la Chine, c'est aujourd'hui plutôt le contraire. Grâce au phénomène de *Hallyu* (vague culturelle coréenne), la Corée bénéficie depuis les années 2000 d'une excellente image en Asie, et en particulier en Chine ; elle est considérée comme le pays à la pointe des tendances sur tout le continent, ayant même devancé le Japon dans ce domaine. Le succès en Chine de groupes musicaux coréens comme EXO ou de *dramas* (feuilletons télévisés) comme « Descendants of The Sun » attestent d'un attrait pour ce soft power qui ne se limite pas aux *k-dramas* ou à la k-pop. Cinéma ; sport, cosmétique ou cuisine sont autant de domaines dans lesquels l'influence de la Corée est grandissante en Chine. En conséquence, le nombre de touristes chinois en Corée a explosé, passant de seulement 1.3 million en 2010 à plus de 8 millions en 2016 (et près de 10 millions en incluant Hong Kong, Macao et Taiwan), témoignant de cet intérêt toujours croissant pour la Corée qui bénéficie à l'économie locale.

La relation entre les deux pays a radicalement changé début 2017, dans une crise amorcée l'année précédente, celle des missiles américains THAAD qui nous rappelle une variable essentielle dans les relations Chine-Corée du Sud, celle de la Corée du Nord. Officiellement, la Chine est toujours l'alliée de la Corée du Nord, même si dans les faits les relations entre les deux pays sont très froides. Pour la Chine, l'essentiel est d'assurer le *statu quo* sur la péninsule et d'éviter que le régime communiste ne s'effondre pour laisser place à une Corée réunifiée pro-américaine limitrophe de la Chine. Début 2017, et suite aux velléités de la Corée du Nord (tests nucléaires et de missiles balistiques), la Corée du Sud se résout à autoriser le déploiement sur son territoire de batteries de défenses antibalistiques américaines THAAD, ce qui rend Pékin furieux. En effet, les radars du système de défense THAAD permettraient, d'après la Chine, à la Corée et leur allié



américain d'observer le territoire chinois, ce qui changerait l'équilibre des forces dans la région et pourrait porter atteinte aux intérêts chinois. Début 2017, Pékin a donc réagi et mis en place plusieurs mesures de rétorsion vis-à-vis de la Corée comme la suspension des voyages de groupes chinois, le boycott des conglomérats coréens (et en particulier le groupe Lotte, du fait de son implication dans le déploiement du THAAD) et interdiction de *dramas* et chanteurs coréens sur les ondes chinoises. La Chine n'a toutefois pas mis en place de mesures particulières sur les exportations chinoises vers la Corée, consciente de potentielles conséquences néfastes sur sa propre économie.

Depuis, et après plus de deux ans de conflit, la normalisation tant espérée se fait attendre. La Chine n'a que partiellement levé les sanctions vis-à-vis de la Corée, et le sujet du THAAD n'a toujours pas été traité au plus haut niveau du pouvoir entre les deux pays. Un éventuel sommet entre Xi Jinping et Moon Jae-In est prévu depuis plusieurs années, mais ne s'est pas encore matérialisé, preuve s'il en faut que les relations restent tendues des deux côtés de la mer jaune. Le nombre de touristes chinois est encore une fois un bon indicateur des relations entre les deux pays. Au cœur de la crise THAAD, le nombre de touristes chinois en Corée est tombé à environ 4 millions en 2017, et est de nouveau en augmentation pour se rapprocher des 6 millions en 2019, un chiffre toutefois encore bien inférieur à 2016.

Il faut ajouter à ces statistiques de touristes le nombre important de Chinois résidents en Corée du Sud. La Corée du Sud, « petit » pays de 50 millions d'habitants et de la taille du Portugal, ne compte pas moins d'un million de résidents chinois, qui représentent la plus grande communauté étrangère. Parmi ces Chinois, il faut néanmoins compter 70% environ de « Joseon ok » à savoir des chinois ethniquement coréens venant des provinces chinoises du Liaoning ou du Jilin et dont le degré de sinisation ou de coréanisation varie en fonction des individus. Cette communauté, ainsi que les Coréens en Chine (qui représentent la première communauté étrangère en Chine) sont dans tous les cas un pont essentiel qui facilite les échanges commerciaux et culturels entre les deux pays en cette période de frictions. Au cours des derniers mois, les tensions entre les deux pays semblent toutefois s'apaiser, car chaque pays détournant son regard vers un nouvel adversaire étranger ; dans le cas de la Chine il s'agit des Etats-Unis avec qui la guerre commerciale s'éternise, et dans le cas de la Corée, du Japon avec lequel les différends historiques liés à la colonisation antérieure ont resurgi au cours de l'été. Cette situation pourrait permettre un rapprochement entre la Chine et la Corée, même si une normalisation totale des relations à court terme est peu probable.

Daniel Mayran, CCE Corée

Indices et statistiques

La croissance chinoise enfin tirée par la consommation ?

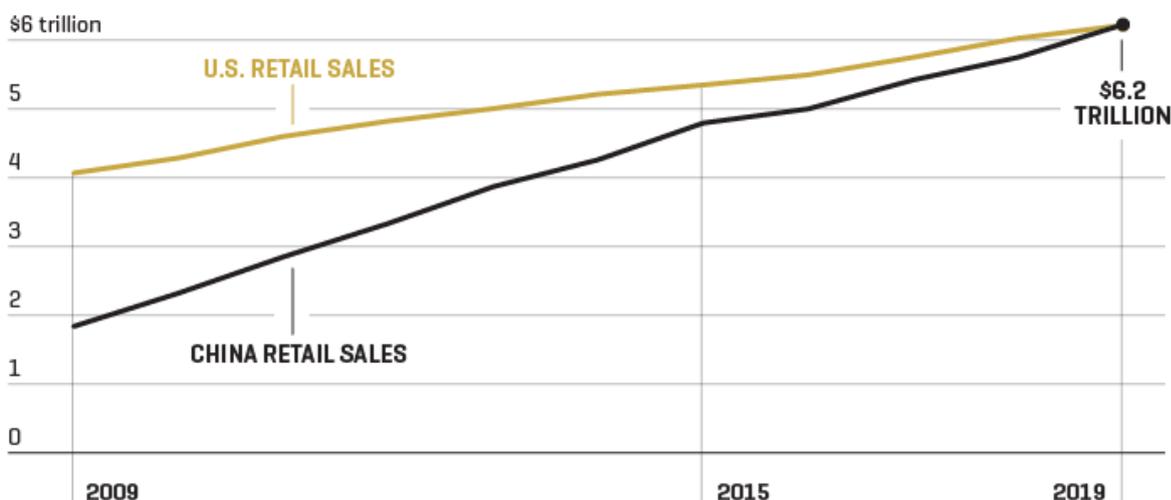
Alors que les manœuvres statistiques à long rayon d'action continuent à Pékin avec le énième réglage « fin » du total du PIB pour le mettre en ligne avec l'objectif de doublement dans la décennie s'achevant en 2020, une autre masse statistique importante a enregistré cet été la disparition décennale d'un doublement. Selon le graphique ci-dessous emprunté à la revue « Fortune », la consommation de détail en Chine a dépassé pour la première fois son homologue américaine alors qu'en 2009, elle n'en représentait que la moitié.

L'importance d'une telle évolution n'est pas à négliger au moment où les deux géants planétaires se livrent à une guerre commerciale ouverte ; elle a des répercussions directes sur l'équilibre des échanges entre les deux partenaires mais, aussi et surtout, sur leurs chaînes d'approvisionnement alternatives et l'organisation interne de leur production.

Pour la Chine, un tel résultat (13% en rythme annuel) d'augmentation de sa consommation de détail est un succès indéniable. Si les agrégats servant à calculer cette consommation peuvent – comme toujours – prêter à caution, il n'en reste pas moins que *grosso modo*, au cours des 10 ans écoulés, le rythme de croissance de la consommation intérieure chinoise aura été le double (encore un) de celui de son PIB.

Consumers Take a Great Leap

This summer, retail spending in China surpassed that in the U.S. for the first time.



SOURCES: PAG; U.S. CENSUS BUREAU; NATIONAL BUREAU OF STATISTICS OF CHINA. 2019 DATA ANNUALIZED BASED ON JAN.-JULY 2019 GROWTH RATE

Christophe Granier, CCE France

BRI : ETAT DES LIEUX

Extension géographique maximale ?

Six ans après l'annonce officielle par le Président Xi de l'initiative « One belt, one road » à Astana puis à Jakarta, la liste des pays considérés comme membres par la Chine s'est développée de façon considérable.

Pour figurer sur la liste des pays membres (selon le site officiel *yidaiyilu* du Chinese State Information Center), la signature d'un accord de coopération « pour la construction ou le développement des routes » – terrestres ou maritimes – fait foi. Si le contenu des protocoles signés peut varier d'un pays à l'autre, il inclut généralement l'adhésion de principe aux cinq objectifs d'origine (Coordination des politiques, Connexion des infrastructures, Ouverture du commerce, Intégration financière, Lien de peuple à peuple).

Assez vague, le contenu de ces accords peut *a priori* être accepté sans réticence par la majorité des Etats, et il est possible de coopérer d'une manière ou d'une autre au développement des « routes » sans être situé sur leur trajet.

Malgré ce concept attrape-tout qui favorise une large extension de l'initiative, des différences assez nettes existent d'un état à l'autre, les procédures constitutionnelles ou administratives de certains demandant une ratification postérieure à la signature, alors que d'autres considèrent (à juste titre) que l'absence d'obligation légale qualifie le protocole comme tel et permet son application immédiate comme son annulation à tout moment.

A ce jour, 141 Etats (ou quasi-Etats comme la Palestine) selon la définition des Nations Unies appartiennent à l'initiative au sens ci-dessus. 137 ont signé protocole et 4 vont le faire. 55 n'ont encore rien signé. Les tableaux ci-dessous listent les pays réputés appartenir à la Ceinture, à la Route et ceux qui ne figurent apparemment pas sur ces routes mais ont cependant adhéré. Ils rappellent également les Etats qui n'ont signé à ce jour ni traité ni accord.

Légende des tableaux suivants	
Afghanistan	Pays de la Ceinture terrestre
Bahrein	Pays de la Route maritime
Jordanie	Autre pays adhérent
Inde	Pays non adhérent

- L'Asie centrale et l'Europe de l'Est se singularisent par leur adhésion totale. Le lancement du concept de route terrestre (Dai ou « Ceinture ») s'est avéré singulièrement rassembleur, les pays asiatiques et européens situés sur cet axe voyant *a priori* l'avantage qu'ils pouvaient en tirer. Les six « stan » de l'Asie centrale et la Russie forment un bloc uni par l'Histoire (Afghanistan inclus malgré son particularisme exacerbé). En Europe orientale, la mosaïque formée par les 18 pays appartenant clairement à la route terrestre et 4 plutôt à la route maritime (Albanie, Monténégro, Croatie et Slovénie) s'enfonce en Asie (Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie) avec laquelle elle est intimement liée.
- Autre sans faute du côté du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, situés au confluent des deux routes (Dai et Lu), et rassemblant les 4 pays terrestres (Iran, Irak, Syrie et Turquie), les 7 états maritimes de la péninsule arabique, les 4 micro-pays de la façade orientale de la Méditerranée (Liban, Palestine, Israël et Jordanie) et les 5 arabophones de la côte septentrionale de l'Afrique, au potentiel économique respectable.

Asie centrale	Moyen Orient		Afrique du nord
Afghanistan	Arabie saoudite	Liban	Algérie
Kazakhstan	Bahrein	Oman	Egypte
Kirghizistan	Emirats Arabes U	Palestine	Libye
Ouzbékistan	Iran	Qatar	Maroc
Russie	Iraq	Syrie	Tunisie
Tadjikistan	Israël	Turquie	
Turkménistan	Jordanie	Yémen	
	Kuwait		

Europe de l'Est			
Albanie	Croatie	Macédoine N	Serbie
Arménie	Estonie	Moldavie	Slovaquie
Azerbaïdjan	Géorgie	Monténégro	Slovénie
Belarus	Hongrie	Pologne	Tchéquie
Bosnie H	Lettonie	Roumanie	Ukraine
Bulgarie	Lituanie		

- Chasse gardée apparente de la Chine, l'Asie propre a rejoint massivement l'initiative. En Asie du Nord, Mongolie et Corée du Sud ont adhéré, à l'inverse du Japon et de la Corée du Nord. En Asie du Sud et du Sud-Est, seule l'Inde se singularise par son absence (logique) bien que certaines sources aient annoncé à plusieurs reprises son adhésion. Au total, 26 états adhérents (plus la Chine) sont groupés dans cette zone, parmi lesquels 4 (Bhoutan et Népal sur terre, Philippines et Timor Leste pour le maritime) ne se situent pas directement sur les « routes ».

Asie du Nord	Asie du Sud Est		Asie du Sud
Chine	Bangladesh	Philippines	Bhoutan
Mongolie	Brunei	Singapour	Maldives
Corée S	Cambodge	Sri Lanka	Népal
	Indonésie	Thaïlande	Pakistan
	Laos	Timor Leste	
	Malaisie	Vietnam	
	Myanmar		
Corée N			Inde
Japon			

En dehors des zones ci-dessus, privilégiées lors de la déclaration de l'initiative, La Chine a très vite recherché dans le reste du monde des soutiens pour son programme de renforcement des infrastructures et d'ouverture commerciale.

- Cible privilégiée, les 49 pays africains hors Afrique du Nord ont approuvé à plus de 70% les objectifs de l'initiative pour des raisons évidentes de besoin d'aide et de financements. 14 d'entre eux n'ont pas à ce jour matérialisé leur adhésion (parmi lesquels l'étonnant Maurice, pourtant l'un des tous premiers pays à avoir reconnu la République Populaire de Chine). Seuls dans toute la zone, Kenya, Somalie, Djibouti et Soudan sont officiellement situés sur la route maritime originelle (Lu) et l'Erythrée pourrait rejoindre prochainement l'initiative après le rétablissement de bonnes relations avec son ennemi héréditaire l'Éthiopie, pion majeur de l'influence chinoise en Afrique.

Afrique de l'ouest	Afrique centrale	Afrique de l'est	Afrique méridionale
Cap Vert	Burundi	Djibouti	Afrique du sud
Côte d'Ivoire	Cameroun	Ethiopie	Angola
Gambie	Congo	Kenya	Madagascar
Ghana	Gabon	Somalie	Mozambique
Guinée	Guinée E	Soudan	Namibie
Liberia	Ouganda	Sud Soudan	Zambie
Mali	Rwanda	Tanzanie	Zimbabwe
Mauritanie	Tchad		
Niger			
Nigéria			
Sénégal			
Sierra Leone			
Togo			
Bénin	RD Congo	Comores	Botswana
Burkina Faso	R Centrafricaine	Erythrée	eSwatini
Guinée Bissau	Sao Tome & P	Seychelles	Lesotho
			Malawi
			Maurice

Le nombre des Etats indiqués ci-dessus comme situés directement sur la Ceinture ou la Route s'établit à 65, chiffre parfois retenu dans les statistiques chinoises concernant les échanges dans la zone des nouvelles routes de la soie (d'autres sources réduisent parfois ce chiffre à 61).

- La diplomatie chinoise a récemment déployé bien des efforts pour lier des relations avec les micro-états du Pacifique. 9 d'entre eux ont adhéré à l'initiative aux côtés de la Nouvelle Zélande et la Papouasie-Nouvelle Guinée ; les deux derniers, Salomon et Kiribati, ont rompu leurs relations diplomatiques avec Taïwan pour ce faire. 4 autres îles-états restent rangés derrière l'Australie dans leur refus, mais pour combien de temps... ?

Océanie pacifique			
Cook Islands	Micronésie	Papua New Gini	Tonga
Fidji	Niue	Salomon Is	Vanuatu
Kiribati	Nouvelle Zélande	Samoa	
Australie	Nauru	Palaos	Tuvalu
Marshall Islands			

- Sur les 11 pays d'Amérique du sud, 4 n'ont pas encore répondu aux avances chinoises, et non des moindres : aux côtés du Paraguay, les 3 géants argentins, brésiliens et colombiens restent à conquérir.
- 12 états d'Amérique centrale et des Caraïbes ont adhéré à l'initiative, autant que les autres états de la région et d'Amérique du Nord, cette dernière insensible aux chants des sirènes chinoises pour des raisons compréhensibles.

Amérique Nord	Amérique centrale & Caraïbes		Amérique Sud
	Antigua Barbuda	Jamaïque	Bolivie
	Barbade	Panama	Chili
	Costa Rica	Rep dominicaine	Equateur
	Cuba	Salvador	Pérou
	Dominique	Suriname	Guyana
	Grenade	Trinidad & Tobago	Uruguay
			Venezuela
Canada	Bahamas	Nicaragua	Argentine
Etats Unis	Belize	St Kitts N & A	Brésil
Mexique	Guatemala	St Vincent & G	Colombie
	Haïti	Ste Lucie	Paraguay
	Honduras		

- Enfin, l'Europe du Nord et de l'Ouest conserve seule au monde une majorité de réfractaires. Si le Luxembourg et Saint Marin ne se trouvent pas directement sur les routes de la soie, cela ne les a pas empêchés de signer des memoranda. Chypre, Malte et la Grèce, autres adhérents, peuvent se considérer sur les routes maritimes, comme l'Italie et le Portugal, membres anciens de l'Union européenne dont les adhésions ont fait se lever pas mal de sourcils dans la Communauté. Beaucoup moins de surprise du côté de l'Autriche, porte traditionnelle de l'Orient et de l'Europe de l'Est depuis la glaciation soviétique. Les 17 autres états, de la grande Allemagne à la petite Andorre, ne semblent plus aujourd'hui si près de rejoindre le schéma chinois, même si les noms de Monaco, Belgique, Espagne et Royaume-Uni ont parfois été cités comme ceux de candidats potentiels. Le dernier nommé pourrait un jour y trouver un refuge apprécié après un Brexit douloureux, mais sa singularité plaide contre une telle adhésion.

Europe du Nord et de l'Ouest			
Autriche	Grèce	Luxembourg	Portugal
Chypre	Italie	Malte	San Marino
Allemagne	Finlande	Monaco	Suède
Andorre	France	Norvège	Suisse
Belgique	Irlande	Pays Bas	Vatican
Danemark	Islande	Royaume Uni	
Espagne	Liechtenstein		

Commerce étal, contrats et investissements au ralenti ?

BRI du commerce : l'obstacle américain

La guerre commerciale avec les Etats-Unis a un impact notable sur le commerce extérieur chinois. En septembre 2019, les exportations ont affiché une baisse de 3,2% quand les importations chutaient de 8,5%. L'excédent commercial s'accroît. Sur un an, selon l'Administration chinoise des Douanes, les exportations ont augmenté de 5,2% pendant que les importations baissaient de 0,1%, ces chiffres globaux ne représentant qu'une vue trop générale de la réalité. Avec les seuls (61) pays de la BRI, le commerce extérieur chinois des neuf premiers mois a représenté 6 650md CNY, soit 29% du commerce extérieur total, en hausse de 9,5%. Avec 3 140mds CNY, l'Asean représente quasiment la moitié de ce chiffre, ce qui montre la faiblesse du poids relatif de la « Ceinture » et peut-être *a contrario* l'importance de son potentiel futur.

Même si les négociations récentes montrent quelques développements positifs, les augmentations de droits prévues côté américain pourraient n'être que retardées et non pas purement annulées, ce qui laisse perdurer des perspectives assez sombres. Les deux graphiques ci-dessous, empruntés à *Capital Economics*, mettent en valeur l'évolution contradictoire des échanges selon les partenaires de la Chine (Etats Unis et reste du monde).

Chart 3: Exports by Destination (\$, % y/y)

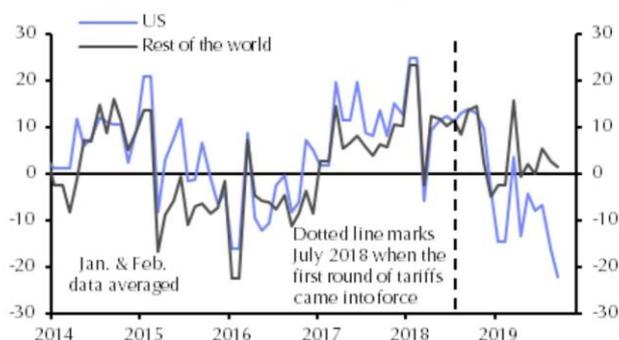
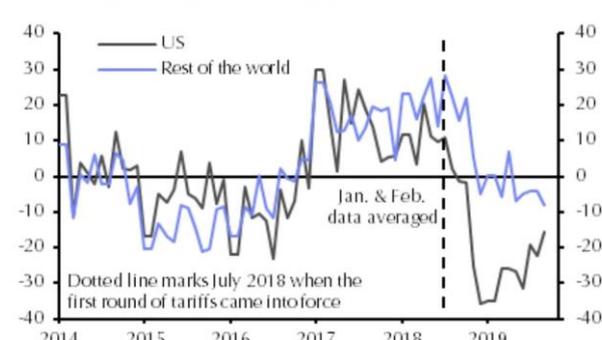


Chart 4: Imports by Origin (% y/y)



BRI des contrats et BRI des investissements : le coup de frein

Au-delà du commerce pur, le montant des nouveaux contrats d'infrastructure dans les 61 pays situés sur les routes de la zone BRI a continué à baisser, passant de 142mds USD en 2017 à 126mds en 2018 (-13%) et perdant – à période comparable – 6,7% supplémentaires à fin août 2019 selon *Gavekal Dragonomics*. Les contrats existants ont également baissé de 4,2% au cours de la même période. D'une part, le montant des fonds dédiés à ces opérations s'est réduit : une étude du FMI de juillet 2019 note que le surplus du compte courant de la Chine s'est rapproché de zéro pour la première fois depuis 2012. Par ailleurs, les banques publiques chinoises se sont montrées plus regardantes pour l'octroi de prêts et certains pays bénéficiaires (Myanmar, Sierra Leone, Tanzanie) ont réduit leur budget d'investissement quand ils n'ont pas purement annulé certains projets. Toujours selon *Gavekal*, la Chine ne s'est engagée durant le 1^{er} semestre que sur deux lignes de crédit « BRI » supérieures à 1md USD, en faveur de l'Égypte et du Pakistan.

En ce qui concerne les investissements directs à l'étranger mesurés par *l'American Enterprise Institute* – et ce dans un contexte global d'effondrement (20% de chute au niveau mondial) – le retrait est encore plus net. Durant le premier semestre 2019, les IDE chinois d'un montant supérieur à 100m USD ont atteint au total 27,5mds contre 66,2mds au cours de la même période de 2018. Dans la zone BRI, ils ont représenté 17,6mds (soit environ 2/3 des ceux réalisés dans le monde entier) contre 23,3mds au cours des six premiers mois de 2018. Le contrôle des flux de capitaux sortant de Chine, des mesures de contrôle contraignantes prises par les pays récepteurs et une perte d'appétit certaine devant les incertitudes des marchés extérieurs ont généré ce tassement, beaucoup plus net pour les pays non adhérents que pour les membres de la zone des nouvelles routes de la soie. Dans ce domaine au moins, et même si le résultat n'est pas probant, l'initiative a partiellement joué son rôle de diversification économique.

Christophe Granier, CCE France

ACTUALITÉ DE LA BRI (dernier bimestre)

- L'UE et le Japon signent à Bruxelles un accord pour coordonner de nouveaux réseaux de transport ainsi que de nouvelles infrastructures énergétiques et numériques reliant l'Europe à l'Asie (AFP, 27/9)
- Fondé à Shanghai en octobre 2016, le Réseau Science & Innovation de la BRI accueille 2 nouveaux membres et rassemble ainsi 26 universités, instituts de recherche et sociétés technologiques de 12 pays (Shine, 27/9)
- Selon une étude internationale, les émissions de gaz à effet de serre de la zone BRI représentent 55% des émissions mondiales et devraient atteindre 65% en 2030 si leur croissance continue au rythme actuel (the Conversation, 3/10)
- Lors de sa visite officielle en Chine, le Premier ministre irakien confirme l'adhésion de son pays à l'initiative Belt and Road (Silk Road Briefing, 4/10)
- La ville industrielle de Yiwu ouvre une nouvelle ligne ferroviaire à destination de Liège (Xinhua, 10/10)
- L'état océanien de Kiribati rompt ses relations diplomatiques avec Taïwan et adhère à la BRI (SRB, 10/10)
- Le nouveau gouvernement grec approuve l'extension pour 670m USD du port du Pirée proposée par COSCO, à l'exception du centre commercial prévu à l'origine (TNH, 14/10)
- Ouverture officielle de la ligne ferroviaire reliant la capitale kenyane Nairobi à Naivasha dans la Rift Valley, construite par des sociétés chinoises pour un montant de 1,5md USD (Reuters, 16/10)
- Création à Shanghai d'une alliance industrielle pour le développement des technologies de l'information dans la zone BRI, en présence de 30 entreprises et de représentants russes, tchèques et japonais (Shina, 12/11)
- Malgré son adhésion à la BRI en 2018, la Jamaïque décide de stopper tout nouveau recours aux financements d'origine chinoise pour rééquilibrer ses relations avec les Etats Unis (SCMP, 17/11)

LECTURES CONSEILLÉES

- **China and its foreign policy**, par Emmanuel Lincot, Professeur à l'Institut Catholique de Paris, Asia Focus 123, IRIS, octobre 2019 : <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2019/10/Asia-Focus-123.pdf>
- **Hong Kong : The Digital Silk Road Superhub**, Hong Kong TDC, octobre 2019: <https://beltandroad.hktdc.com/en/insights/hong-kong-digital-silk-road-super-hub>
- **Bridging the Belt and Road Divide**, par Carla Freeman et Mie Oba, Carnegie Endowment for International Peace, octobre 2019 : <https://carnegieendowment.org/2019/10/10/bridging-belt-and-road-divide-pub-80019>
- **Beyond investment screening Expanding Europe's toolbox to address economic risks from Chinese state capitalism**, Rhodium, MERICS et Bertelsman, octobre 2019 : <https://www.bertelsmann-stiftung.de/en/publications/publication/did/beyond-investment-screening/>
- **Ocean of Debt : Belt and Road and the debt diplomacy in the Pacific**, Roland Rajah, Alexandre Dayant, & Jonathan Pryke, Lowy Institute, octobre 2019 : <https://www.lowyinstitute.org/publications/ocean-debt-belt-and-road-and-debt-diplomacy-pacific>
- **Vers de « Nouvelles routes de la soie » durables ? Pistes de réflexion pour un référentiel commun de financement du développement durable**, AFD, novembre 2019 : <https://www.afd.fr/fr/nouvelles-routes-soie-durables>
- **Chinese Multilateralism and the promise of a green Belt and Road**, par Lachlan Carey et Sarah Ladislav, CSIS, novembre 2019 : <https://www.csis.org/analysis/chinese-multilateralism-and-promise-green-belt-and-road>

- **La Belt and Road Initiative, une politique sino-centrée aux enjeux globaux** : Entretien avec Bruno Hellendorff, IRIS Asia Focus #127, novembre 2019 : <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2019/11/Asia-Focus-127.pdf>

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE

Agrégats économiques chinois, bilans régionaux et sectoriels

- Le fond souverain chinois CIC enregistre pour 2018 une perte de 2,35% sur son portefeuille d'investissements de 941mds USD (Caixin, 23/9)
- Pour l'année se terminant en mars 2020, les achats immobiliers effectués par des Chinois aux Etats Unis devraient s'établir à 1% du total, atteignant leur plus bas niveau depuis huit ans (Reuters, 23/9)
- Fin juin 2019, Alipay et ses partenaires en portemonnaies électroniques avaient 1,2md de clients (Xinhua, 1/10)
- Durant les trois premiers trimestres de 2019, le commerce extérieur chinois a crû de 2,8% à 22 900md CNY ; les exportations ont augmenté de 5,2%, les importations baissées de 0,1% (Xinhua, 14/10)
- Selon le Crédit Suisse, le nombre de Chinois situés dans les 10% les plus riches au monde (+ de 109k USD d'épargne) dépasse pour la première fois le nombre d'Américains avec 100m d'individus contre 99 (Guardian, 21/10)
- Selon la nouvelle liste de Hurun, La Chine a dépassé les Etats Unis en nombre de licornes (jeunes pousses créées dans les années 2000 et évaluées à plus d'1md USD) au 30 juin 2019 avec 206 unités contre 203 (SCMP, 22/10)
- Selon GSMA, la Chine représentera 40% des utilisateurs mondiaux de la 5G en 2025 (SCMP, 22/10)
- La chute du tourisme chinois aux Etats Unis pourrait atteindre 30% au cours du 2^e semestre 2019 (GT, 30/10)
- Selon Global Data, la Chine a investi 75md USD dans des projets pétroliers dans la région Moyen-Orient Afrique du Nord au cours des 4 dernières années (Ecofin, 6/11)

Politique extérieure, diplomatie, décisions relatives à la mondialisation

- La Chine, la Russie et l'Iran prévoient de prochaines manœuvres navales communes dans les eaux internationales en mer d'Oman et dans l'Océan indien (SCMP, 21/9)
- La société étatique CNOOC déploie dans une zone non précisée de mer de Chine méridionale une plateforme d'exploration pétrolière capable de forer par des fonds de 5 000m de profondeur (SCMP, 25/9)
- La Chine dénonce avec la Russie un accord de l'ONU plafonnant les émissions des vols internationaux (SCMP, 25/9)
- La Chine signe avec Maurice son 17^e traité de libre-échange, le premier avec un pays africain (Xinhua, 18/10)
- Singapour et la Chine renouvellent et approfondissent leur traité de coopération militaire (Caixin, 21/10)
- La Chine invite sur son territoire les parties engagées dans le conflit à participer à un « Dialogue intra-afghan » en tant que personnes privées pour permettre plus de souplesse dans les discussions (SCMP, 23/10)
- La Chine et la Nouvelle Zélande acceptent d'étendre les domaines de leur traité de libre-échange (SCMP, 1/11)
- Pour la première fois, avec 276 contre 273, la Chine dépasse les Etats Unis par le nombre des représentations diplomatiques à l'étranger (CD, 27/11)

Innovations, avancées technologiques, réformes économiques

- Un robot doté d'intelligence artificielle développé par une filiale de l'assureur PingAn permet de composer de la musique à partir d'un simple motif fredonné (CD, 23/9)
- Alibaba lance Hanguang 800, son premier microprocesseur d'intelligence artificielle pour centre de données développé en interne (Nikkei, 25/9)
- Lancement officiel du nouveau navire amphibie de débarquement porte-hélicoptères multi-usages 075 de 250m de long destiné à la Marine nationale chinoise (GT, 25/9)
- Le plus gros porte-conteneurs propulsé au GNL jamais construit, capable de transporter 23 112 conteneurs de 20 pieds équivalents TEU, est livré par un chantier naval shanghaien à CMA-GGM (SCMP, 26/9)
- La mission lunaire Chang'e-4 fait pousser du coton sur la lune dans une biosphère réduite (Siècle digital, 1/10)
- L'invention chinoise du papier fabriqué à 50% à partir de cendres et suies de charbon a passé les stades préliminaires pour entrer en production réelle, permettant de recycler à l'avenir un stock très important de déchets (SCMP, 22/10)
- Entièrement conçu et construit en Chine, le nouveau brise-glace Xuelong 2 appareille pour sa première mission d'exploration en Antarctique (CD, 22/10)
- Shanghai Waigaoqiao, filiale de China State Shipbuilding Corp. lance officiellement la construction d'un paquebot de 2000 cabines avec l'aide du constructeur italien Fincantieri (Mer & Marine, 28/10)
- L'avion 4 places à propulsion électrique RX4E effectue son premier vol à Shenyang (Bloomberg, 30/10)
- Le gouvernement chinois approuve le premier médicament pour traiter la maladie d'Alzheimer depuis presque 20 ans, l'Oligomannate, critiqué par des médias occidentaux spécialisés (SCMP, 3/11)

Fusions, diversifications, nouveaux secteurs, réorganisations

- Les premières licences commerciales pour véhicules autonomes sont attribuées en Chine à Baidu, Shenzhen Haylion et Shanghai Deepblue (CD, 24/9)
- Les divisions motorisation de Volvo et de sa société mère Geely fusionnent pour approvisionner les marques du groupe Lotus, LEVC, Lynk et Proton ainsi que des marques concurrentes (Reuters, 10/10)
- Le raffineur et pétrochimiste Hengli est la première société privée à obtenir un agrément officiel de la CAAC pour fournir en carburant les compagnies aériennes (GT, 23/10)

- Le superviseur des actifs d'Etat SASAC annonce la fusion de CSSC et CSIC pour former China Shipbuilding Group Corp qui devient ainsi le 2^e constructeur naval mondial après le coréen Hyundai-Daewoo (Caixin, 28/10)
- Huawei lance le produit structuré Holosens, qui combine la technologie 5G, l'intelligence artificielle, les vidéos et le cloud dans le domaine de la sécurité des entreprises (GT, 29/10)
- Le fabricant de produits blancs GREE accorde par contrat au fabricant danois de pompes Grundfos l'utilisation de trois de ses brevets améliorant le rendement des moteurs sans utilisation de terres rares (Xinhua, 8/11)

Accords, contrats et marchés significatifs

- Le ministre iranien du pétrole confirme que CNPC (Petrochina) se retire du projet d'exploration gazier South Pars, considéré comme le plus important au monde (Sputniknews, 6/10)
- Le fabricant chinois de batteries GEM signe avec Glencore un accord pour la fourniture entre 2020 et 2024 de 61 200t de cobalt provenant de République Démocratique du Congo (Ecofin, 9/10)
- Le principal contracteur pétrolier chinois au Venezuela, Huangqiu Contracting & Engineering, filiale de CNPC, annule ses contrats avec les fournisseurs de pétrole locaux pour cause d'arriérés de paiement (Bloomberg, 24/10)
- Un consortium d'entreprises chinoises (CHEC, Xi'An Rail, CRRC) remporte l'appel d'offres pour équiper en matériels roulants le métro urbain de Bogota en Colombie (GT, 20/10)
- Evalué à 14md USD de coût, le projet de barrage hydroélectrique géant Inga III sur le Congo est mis en péril par les relations tendues entre le Chinois Three Gorges et son partenaire espagnol (Bloomberg, 28/10)
- Le constructeur d'infrastructure CCECC va construire à Kajola la première usine d'assemblage de matériel roulant ferroviaire du Nigeria (Xinhua, 10/11)
- Le consortium Société Minière de Boké, contrôlé par le producteur d'aluminium Shandong Weiqiao, obtient les deux premières concessions du gisement géant de fer de Simandou en Guinée (Ecofin, 13/11)
- Selon deux sources, le constructeur d'infrastructure chinois CCCG s'engage à investir 1md USD dans l'agrandissement du port de Sao Luis de Maranhao au Brésil et sa liaison ferrée (EJ Insight, 14/11)

Financements publics et privés, aides financières

- La Chine accorde un financement de 226m USD à la Côte d'Ivoire pour le secteur de la santé et l'alimentation en eau potable de 12 villes du pays (Ecofin, 18/10)
- L'Institut Lowy alerte la Chine sur les risques pour les pays débiteurs vulnérables du maintien de sa politique de financement sans frein dans la zone Pacifique (6md USD à ce jour) (FT, 21/10)
- China Development Bank va financer la construction à Lekki du premier port en eau profonde du Nigeria pour un montant de 629m USD (Xinhua, 24/10)
- China Construction Bank établit avec Norwegian Air Shuttle une joint-venture pour renforcer le bilan de cette compagnie aérienne en difficulté financière (FT, 25/10)
- La première émission d'obligations d'Etat chinoises en euros depuis 15 ans est sursouscrite cinq fois le jour de son lancement : 20md au lieu des 4md prévus (FT, 7/11)
- Au cours de ses cinq ans d'existence, la New Development Bank (banque des BRICS) a approuvé le financement de 46 projets pour 12,8md USD, dont 13 projets pour 3,9md USD en faveur de la Chine (CD, 15/11)
- A partir de janvier 2021, l'Asian Development Bank va catégoriser la Chine comme pays de « moyen-haut revenu » et ajoutera 20 à 30pb au taux de financement de ses lignes existantes et nouvelles en sa faveur (Nikkei, 20/11)
- Dans la levée de fonds la plus importante réalisée à ce jour sur le marché international, la Chine émet 6md USD de bons d'Etat à 3, 5, 10 et 20 ans (Reuters, 21/11)

Investissements, acquisitions, désinvestissements, retraits, échecs, obstacles

- Huawei dément officiellement son projet présumé d'acquisition du distributeur brésilien de télécommunications Oi (ex Telemar) (SCMP, 23/9)
- Gangtai Group revend au holding Rlichemont le joaillier italien Buccellati dont il avait acquis 85% en août 2017 (Bloomberg, 26/9)
- Durant les sept premiers mois de 2019, les entités chinoises ont investi 1,78md USD dans des sociétés technologiques en Asie du sud-est, soit 8 fois plus que durant la même période de 2018 (SCMP, 6/10)
- Yangtze Power acquiert pour 3,59md USD les actifs de l'américain Sempra au Pérou (Caixin, 7/10)
- La société Zijin Mining porte sa participation à 13,5% dans la société canadienne Ivanhoe Mines, exploitant de la mine de cuivre de Kamoakakula en République Démocratique du Congo (Ecofin, 9/10)
- State Grid achète au groupe américain Sempra ses actifs dans la distribution d'énergie électrique au Chili pour un montant de 2,32md USD (Yicai, 15/10)
- Après 3 ans de débats et de pressions américaines, le cabinet israélien décide de mettre en place un mécanisme de contrôle des investissements des entreprises et fonds chinois dans les sociétés nationales (Haaretz, 30/10)
- Le groupe Fosun rachète pour 13m EUR la marque Thomas Cook (Challenges, 1/11)
- L'opérateur hôtelier Huazhu achète pour 730m EUR le groupe allemand Deutsche Hospitality (Caixin, 4/11)
- Le géant chinois des produits blancs GREE acquiert 12,33% de Wingtech pour aider cette dernière à contrôler 76% de Nexperia, fabricant néerlandais de semi-conducteurs (Caixin, 4/11)
- Le conglomérat privé chinois Jingye obtient un accord pour la reprise de British Steel (GT, 12/11)
- Le gouvernement australien approuve la reprise du fabricant de lait infantile Bellamy par le groupe laitier chinois Mengniu (en partie contrôlé par COFCO) pour un montant d'1md USD (Caixin, 15/11)
- Ocean Rail Logistics, filiale de transport intermodal de COSCO, acquiert 60% du capital de la société ferroviaire grecque Piraeus Europe Asia Rail Logistics (PEARL), obtenant de ce fait une licence européenne (COSCO, 15/11)
- Le groupe alimentaire Mengniu, connu pour ses produits laitiers, achète pour 419m USD la branche boissons australienne du brasseur japonais Kirin (Nikkei, 25/11)

Projets en cours

- ChangXin Memory Technologies, jeune pousse soutenue par l'Etat chinois, va produire avant la fin de 2019 des microprocesseurs DRAM conçus intégralement en local (Caixin, 21/9)
- Le gestionnaire de fonds américain BlackRock étudie un partenariat avec Tencent pour la mise au point d'un logiciel financier (L'Opinion, 3/10)
- Fosun fait partie des repreneurs potentiels de la banque privée allemande Bankhaus Lampe (Caixin, 22/10)
- CATL pose la première pierre de son usine de batteries de 1,8md EUR à Erfurt en Allemagne (Numériques, 22/10)
- La Chine proposerait à la Corée du nord de construire une infrastructure d'énergie solaire d'une valeur de 2,5md USD contre les droits d'exploitation d'un important gisement de terres rares (Reuters, 24/10)
- Sinoma signe avec un partenaire local un protocole pour la construction d'une cimenterie dans le port camerounais de Kribi (Ecofin, 31/10)
- Selon le chef de la commission scientifique de China Aerospace, la Chine prévoit d'établir en 2050 une zone économique spéciale « spatiale » dans la couronne cislunaire à des fins d'exploitation commerciale (Caixin, 1/11)
- Echange de participations en vue entre China Pacific (2md USD à investir) et Swiss Re (1md) (Bloomberg, 6/11)
- Yibin Tianyi veut acquérir 12% de l'australien AVZ Minerals, actif sur le gisement de lithium Manono en République Démocratique du Congo (Ecofin, 11/11)
- TikTok (1md d'utilisateurs), application de vidéos musicales de ByteDance, jeune pousse valorisée à 75md USD, va entrer sur le marché mondial du streaming musical (Les Echos, 19/11)

Implantations à l'étranger, délocalisations, nouveaux services internationaux

- Huawei ouvre à Birmingham un centre de formation à la 5G pour le Royaume Uni destiné à mettre à niveau jusqu'à 1000 ingénieurs de réseau (GT, 21/9)
- Le fabricant chinois de processeurs de minage de cryptomonnaies Bitmain annonce le lancement d'une plateforme de coordination internationale entre différents acteurs du secteur pour optimiser leur activité (Technode, 28/9)
- Baidu relocalise en Chine une partie de son laboratoire de recherche américain dédié au projet de mobilité autonome Apollo (Caixin, 14/10)
- COSCO lance le Rijeka Land Sea Express, service bimodal maritime-fermé entre Le Pirée et Belgrade ou Budapest à travers le port de Rijeka en Croatie (Hina, 22/10)
- DiDi Chuxing ouvre son service au Costa Rica (Reuters, 17/10) et ses taxis en ligne à Bogota, (Xinhua, 23/10)
- Le groupe textile Wuxi n°1 Cotton Textile ouvre une usine de 220m USD à Dire Dawa en Ethiopie (Ecofin, 28/10)
- Le fabricant de produits de luxe capillaires Tan Mujiang ouvre sa boutique phare américaine à New York (TM, 30/10)
- Bank of China ouvre une succursale à Athènes (GT, 13/11)
- L'Administration américaine valide l'utilisation du Brukinsa, médicament actif contre le lymphome du manteau proposé par le pharmacien chinois BeiGene (Reuters, 14/11)
- Le nombre de vols commerciaux entre la Chine et le Japon va augmenter de 16% d'une saison touristique sur l'autre (CD, 26/11)

Partenariats

- En lui permettant l'accès à son portefeuille de clients, Nets, le plus grand réseau nordique de systèmes de paiement, permet à China Union Pay d'espérer une couverture de 70% des commerces en Finlande (Xinhua, 21/9)
- A la suite du soutien du dirigeant des Houston Rockets au mouvement de protestation hongkongais, l'équipementier sportif chinois Anta retire son parrainage à la National Basketball Association (Reuters, 8/10)
- L'agence de surveillance russe Roskomnadzor signe avec l'administration chinoise du cyberspace CAC un traité de coopération visant à bloquer la propagation de contenus inadéquats sur internet (Technode, 10/10)
- Alipay (Groupe Alibaba) crée avec la société d'internet russe Mail.ru une joint-venture de portemonnaie électronique pour développer les paiements digitaux en Russie (SCMP, 10/10)
- Huawei signe avec le ministère égyptien de l'enseignement supérieur un protocole d'accord de coopération stratégique dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (Ecofin, 17/10)
- Le géant chinois du voyage Trip.com constitue une j/v à 60/40 avec l'américain Tripadvisor, va acquérir 5% de ses actions sur un an et envoyer un administrateur à son conseil (Yicai, 7/11)
- Les constructeurs automobiles BYD etToyota vont constituer en 2020 une joint-venture à 50/50 dédiée au développement de véhicules à propulsion intégralement électrique prévus à l'horizon 2025 (Caixin, 8/11)

Actions et événements concernant l'image de la Chine à l'étranger

- Le Vietnam accuse trois bâtiments chinois d'avoir pêché dans sa zone économique exclusive (SCMP, 6/10)
- Entre 2020 et 2024, CITIC Construction va construire 35 000 maisons à prix « abordable » de 30 à 40k USD au Mozambique (Ecofin, 8/10)
- Alléguant leur implication dans la répression au Xinjiang, les Etats Unis publient une liste noire de 28 sociétés chinoises, parmi lesquelles les principaux spécialistes technologiques de la surveillance (Technode, 8/10)
- Le groupe d'enquête Sentry, cofondé par l'acteur George Clooney, accuse dans un rapport la Dar Petroleum Operating Co, société sino-malaise, de financer des milices coupables d'exactions au Soudan du Sud (Ecofin, 9/10)
- 14 des 43 pétroliers de COSCO Shipping Tanker ont coupé leur système d'identification automatique entre le 30/09 et le 7/10 suite aux sanctions imposées par les Etats Unis pour transport de brut iranien (Mer & Marine, 11/10)
- Un cercle de réflexion australien accuse dans un rapport GTCOM, société contrôlée par le PC chinois, de procéder à la collecte systématique de métadonnées pour organiser la propagande (SCMP, 15/10)
- Selon le New York Times qui s'est procuré le contrat, la société publique chinoise Sam Enterprise a obtenu la location pour 75 ans renouvelables de l'île stratégique de Tulagi dans l'archipel pacifique des Salomon (NYT, 16/10). Le procureur général des îles Salomon déclare le contrat illégal pour manque de clauses essentielles (NYT, 24/10)

- La bande dessinée d'un militant vantant la BRI et dénonçant le soutien des Ouïgours est interdite par le Ministre de l'Intérieur malais pour insensibilité culturelle et promotion du communisme (SCMP, 24/10)
- Lors du dernier forum mondial à Tokyo sur l'excès de production d'acier, la Chine déclare qu'elle a pour sa part fait tous les efforts de réduction possibles et demande la suppression de cet organisme lié au G20 (SCMP, 27/10)
- Filiale de Li&Fung, LF Logistics signe un engagement de ne pas utiliser la route arctique (IR Asia, 30/10)
- Selon le secrétaire américain à la Défense, le groupe chinois Ziyang négocie la vente au Pakistan et à l'Arabie saoudite de « Blowfish », son drone tueur sans intervention humaine (Defense One, 5/11)
- Soutenu par l'Administration de Régulation des Marchés, le fabricant de produits blancs Galanz refuse la demande d'exclusivité qu'exigeait Alibaba pour mettre ses produits sur ses portails d'e-commerce (Nikkei, 11/11)
- L'Administration chinoise d'Etat pour la Régulation des Marchés, organe anti-trust, approuve la prise de contrôle de la division de jets privés du constructeur brésilien Embraer par Boeing (Reuters, 21/11)

DERNIÈRES NOUVELLES DES RELATIONS FRANCO-CHINOISES

suivies par le Comité France-Chine

Contrats, implantations, projets et marchés significatifs

- Au total, 40 accords ont été signés lors de la visite d'Etat du président Emmanuel Macron en Chine. 16 accords institutionnels et 8 accords commerciaux ont été signés en présence des Présidents. 16 accords dans divers secteurs ont été signés devant le Ministre de l'Economie et des finances français et le Ministre du commerce chinois. Ces accords portent sur les domaines de l'aéronautique, des énergies propres, de l'agroalimentaire, de la finance, et de l'électricité avec un montant de 15,1md USD. (Le Figaro, 6/11)
- La France et la Chine ont signé l'Appel de Pékin sur la conservation de la biodiversité et le changement climatique le 6 novembre 2019 à Pékin. Cet Appel de Pékin est dans la droite ligne des déclarations et communiqués précédents, lors de la visite du président chinois en France en mars, et avec le secrétaire général des Nations unies en marge des sommets du G20 de Buenos Aires (décembre 2018) et d'Osaka (juin 2019). (Elysée, 6/11)
- Aux termes d'un protocole signé entre les deux sociétés, le producteur d'alcool traditionnel chinois Wulangye et Pernod Ricard distribueront le « baijiu » du premier dans un réseau commun dans toute l'Asie du sud-est et développeront une alliance stratégique (Les Echos, 27/11)

Implantations et investissements croisés

- Hylink, la plus grande agence de communication digitale indépendante de Chine, installée à Londres en 2016, choisit la France pour sa deuxième implantation en Europe. Hylink collabore déjà avec L'Oréal, Chopard, Omega et le groupe suisse Swissquote. (Les Echos, 2/11)
- Concurrent chinois de Starbucks, Luckin Coffee signe un accord avec Louis Dreyfus Co pour étendre sa gamme de produits en Chine en vendant des jus de fruits par le biais d'une joint-venture (Technode, 26/9)
- Le géant français de l'hôtellerie Accor s'associe avec Alibaba pour développer des applications numériques et des programmes de fidélisation destinés à faciliter la vie des consommateurs chinois à l'étranger. Ce développement concerne Fliggy, branche Voyage d'Alibaba et Alipay, service de paiement numérique (Skift, 7/11)
- Filiale de Total, Sunpower, l'un des derniers grands producteurs américains de panneaux solaires haut de gamme, a annoncé le 11 novembre une scission de ses activités. Celle relative à la production de panneaux sera détenue à 29 % par le chinois Tianjin Zhonghuan Semiconductor (TZS). Le nouveau SunPower se concentrera sur l'installation de panneaux sur les toits. (Les Echos, 13/11)
- Déjà partenaire de CMA-CGM dans une joint-venture pour 49%, China Merchants Ports Holding va souscrire 468m USD d'obligations convertibles de la JV correspondant à des parts dans 10 terminaux du transporteur français, auquel il accordera en sus jusqu'à 500m USD de financements (Caixin, 27/11)

Services, culture, soft power, autres informations

- Propriétaire de Lanvin depuis février 2018, le conglomérat chinois Fosun annonce la nomination de Bruno Sialelli en tant que nouveau directeur artistique. Avec les premières collections de Sialelli en magasin, Jean-Philippe Hecquet, PDG de Lanvin constate un retour à la croissance et une opportunité pour la Chine de représenter 35 à 40% des ventes. (Vogue Business, 21/10)
- La Chine et la France ont lancé le 6 novembre à Pékin un programme de coopération bilatérale visant à reconstruire la cathédrale Notre-Dame. La Chine est le premier pays hors de France à conclure un accord intergouvernemental sur ce grand projet. (CD, 6/11)

Comité éditorial :

Paul Clerc-Renaud, CCE Hong Kong
et Christophe Granier, CCE France